

Journée de rentrée de l'EMSST

La journée de rentrée de l'EMSST a eu lieu le 16 septembre dernier à l'Ecole Militaire afin d'accueillir les stagiaires de la promotion 2015-2016. Elle s'est déroulée en deux temps :

Elle tout d'abord donné lieu à la remise des prix Sabatier qui récompensent des officiers stagiaires s'étant particulièrement distingués à plusieurs titres au cours de leur scolarité: par la qualité de leurs résultats mais également par le côté novateur du projet qu'ils ont conduit ou par une action qui a mis particulièrement en exergue les valeurs portées par l'armée de Terre et l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique.

Les deux stagiaires de la promotion 2014-2015 sélectionnés cette année étaient le Chef de bataillon PIOT et le Chef de bataillon BAUDOUX.



Le Chef de bataillon Benjamin PIOT, formation de spécialité (FS), major de sa promotion du Master «Sécurité de l'Information et des Systèmes», lauréat du 1er défi de cybersécurité organisé par *Airbus Defence and Space* et animateur du site «*Moodle*» de l'EMSST.

Le Général de corps d'armée (2s) VERNA, Président de Minerve, lui a remis une victoire de Samothrace.

Le Chef de bataillon Pierre-Xavier BAUDOUX, titulaire du Master «Cybersécurité» de Supélec & Télécom Bretagne, a été lauréat d'un concours sur le thème de la promotion de l'éthique professionnelle.

C'est le Général de division (2s) VAR, Directeur général de Minerve qui lui a remis une victoire de Samothrace.



Compte rendu des conférences de la journée de rentrée de l'EMSST du 16/09/2015

Par le Chef de bataillon Claire BOET

Après une introduction du Général MENAOUINE, commandant le CESAT, quatre intervenants se sont succédé autour du thème «Menace terroriste et territoire national: un défi majeur pour l'armée de Terre». Les débats ont permis à l'auditoire d'avoir une vision plus claire de la menace, ainsi que du rôle de l'armée de Terre pour y faire face. Ce nouveau défi stratégique donne à l'armée de Terre un rôle incontournable de défense de l'avant (OPEX) et simultanément de défense du territoire national (OPINT).

➤ **Le premier intervenant, le Professeur Marc LAVERGNE s'est exprimé sur le thème: «Mouvements djihadistes du Sahel au Moyen-Orient»**

Dans son exposé, le professeur Lavergne s'est d'abord attaché à définir le terme de «mouvement djihadiste», en insistant sur le fait que ce terme comporte encore une large part d'ombre. Ces mouvements se caractérisent par leur diversité, leur dimension religieuse, mais ils ne sont pas tous terroristes. Les zones de tensions djihadistes sont articulées autour de l'arc de crise, à la fois séparées et réunies par le désert du Sahara.

Le professeur Lavergne a détaillé dans une première partie **les mouvements présents en Afrique du Nord et au Sahel.**

En Algérie, Aqmi a essaimé vers le Sahel, en ralliant d'autres mouvements autour d'alliances parfois improbables. Les enjeux de ces mouvements sont variés, mais la succession présidentielle s'impose comme enjeu principal.

Au Maroc et en Tunisie, derrière une apparente stabilité, des tensions existent et fermentent, alimentées par les nombreuses frustrations qui minent ces narco-États.

En Libye, depuis la chute de Kadhafi, l'État s'est désagrégé. Il existe aujourd'hui de fait trois Libye qui s'opposent (Cyrénaïque, Tripolitaine et le Sud).

Les mouvements qui se développent au Sud Sahara ont également pour origine la frustration et les trafics locaux. Le professeur Lavergne illustre alors son propos avec l'exemple des Touaregs maliens et du MNLA. Derrière ce mouvement il n'y a pas de vocation religieuse mais il s'agit plutôt de prédation, de banditisme sous couverture djihadiste. La problématique majeure illustrée par ce mouvement est l'absence d'État. Il s'agit d'une revendication de plus d'État. En ouverture, le professeur Lavergne s'interroge sur la capacité de l'armée française à être une alternative adaptée.

Dans une seconde partie, le professeur Lavergne évoque **l'État islamique** en insistant sur la rapidité et la brutalité du développement de ce mouvement. À la différence d'Al Qaeda, l'EI propose quelque chose. Son agenda est avant tout anti chiite et sous tend une stratégie à long terme. Selon le professeur Lavergne, la prise de MOSSOUL n'est qu'une étape pour l'EI qui ne compte pas en rester là. Le professeur Lavergne pose en conclusion la question de l'attitude à adopter envers Al Qaeda (Une forme de real politique?) pour lutter efficacement et à long terme contre l'EI.

➤ **Le deuxième intervenant de l'après midi, monsieur Pierre CONESA, a développé le thème «Radicalisation et contre-radicalisation, expériences française et étrangère»**

Monsieur Conesa s'est exprimé de façon très libre, en introduisant son propos par ce qui explique selon lui tout ces phénomènes: l'absence de décision et l'inaction des gouvernements dans lesquels se développent ces mouvements.

Monsieur Conesa explique que la radicalisation se caractérise avant tout par un passage à l'acte qui a été possible car le système français a évité au politique de prendre ses responsabilités. Les phénomènes de radicalisation ont touché toutes les religions. **La particularité du salafisme djihadiste est qu'il a été caractérisé de mouvement religieux alors qu'il s'agit d'un mouvement politico-religieux** (s'oppose à la loi républicaine sous couvert d'arguments religieux). La radicalisation est un processus qui passe par

plusieurs étapes : une phase de séduction, une phase d'isolement, puis une phase de défense de la cause. Cette phase s'avère d'autant plus aisée que **le salafisme djihadiste résonne aux questions internationales.**

Trois types de pays vont tenter de développer des politiques de dé-radicalisation : les pays musulmans, les pays multi culturels et les pays démocratiques. Les statistiques prouvent que les pays promouvant le communautarisme fournissent le plus de recrues (cf Londonistan avec le droit d'asile politique qui a alimenté les réseaux de radicalisation).

Le système français est en retard. **L'approche de la communauté française musulmane a été focalisée sur l'angle religieux qui n'était qu'un des aspects de la problématique.** Pour relever ces défis, la politique française ne désigne pas d'ennemi et militarise les questions de politique extérieure.

Par ailleurs, monsieur Conesa insiste sur **le rôle du wahhabisme dans la diffusion du salafisme.** Il explique en quoi l'Arabie Saoudite une diplomatie religieuse mondiale et agressive.

Il conclut enfin en décrivant les démocraties comme des moteurs à explosion qui avancent par à coups et en réaction, laissant entendre à l'auditoire que seuls des moyens d'action pro-actifs pourraient réellement venir à bout de cette menace.

➤ **Le troisième intervenant de l'après midi, le Général de division Dran, s'est exprimé sur les moyens techniques du renseignement face à une menace transnationale.**

Son propos s'est divisé en trois parties et a été agrémenté d'exemples concrets qui ont rendu sa présentation aussi didactique que vivante.

Dans une première partie, il a défini **la répartition des rôles entre grands services**, évoquant la communauté du renseignement mais expliquant qu'au sein de cette communauté, chacun dispose de ses moyens et de ses prérogatives. En dehors du territoire national, la DGSE est leader. La DRM est alors en 2^{ème} échelon. En revanche, la DRM devient leader hors métropole mais au profit des forces. L'idée étant de disposer d'une capacité de renseignement autonome et actionnable, ce qui passe obligatoirement par la mise en place d'une réelle coordination inter agences.

Dans une deuxième partie, le GDI Dran a présenté **les moyens techniques à la disposition du renseignement militaire**, illustrant son propos de deux vidéos permettant à son auditoire de mesurer l'ascendant technologique et donc opérationnel que procurent ces moyens. Hors territoire national, le renseignement dispose de différentes gammes de moyens, allant des moyens d'écoute, d'imagerie, d'analyse de sources ouvertes jusqu'à l'autopsie de moyens informatiques saisis.

Enfin, dans une dernière partie, le GDI Dran a défini **les conditions de succès en opération.** L'efficacité en opération passera avant tout par une communauté du renseignement régie par une gouvernance efficace et en toute transparence, afin de permettre un bon partage des informations, une complémentarité des missions et in fine, une véritable efficacité opérationnelle.

➤ **Le dernier intervenant, le Général de brigade de Raucourt a recentré les débats de l'après midi sur le théâtre national, en développant le thème «L'armée de Terre et le territoire national: une adaptation nécessaire»**

Dans une première partie, le Général de Raucourt a présenté **le contexte général** en insistant sur le fait que **pour l'armée de Terre, le territoire national n'est pas une découverte.** Ce qui a changé, c'est la nature de la menace et son ampleur, ce qui fait du territoire national aujourd'hui un enjeu majeur pour l'armée de Terre.

Les événements récents ont montré l'importance de la résilience de l'État et de la nation. Ils ont consacré l'avènement d'une menace insidieuse, imprévisible et pérenne. Cette menace fait peser le risque de saturation qualitative ou quantitative des FSI/FSC. Dans ce contexte, l'armée de Terre qui est un acteur naturel du TN, peut et doit contribuer à renforcer la résilience globale à la fois par l'engagement d'une

force autonome, aguerrie et apte à durer, en complément des FSI/FSC, par l'apport de capacités spécifiques, ainsi que par l'apport de savoir-faire maîtrisés (planification, logistique, renseignement...).

Dans une seconde partie, le Général de Raucourt a détaillé **l'offre stratégique de l'armée de Terre**, l'effet final recherché étant: devenir en tout temps une armée d'emploi sur le territoire national, complémentaire des FSI, au travers d'une consolidation de sa dualité (rééquilibrage OPEX/OPINT) et d'un mode d'engagement rénové. Il s'agit pour cela d'agir sur trois axes: en interne, en durcissant la protection de son personnel et de ses installations face aux nouvelles menaces, en interministériel, en optimisant l'emploi des armées en complément des FSI, et plus largement en promouvant l'esprit de défense en direction de la société civile (réserves au contact, SMV, SMA...)

Les défis sont donc nombreux et consistent essentiellement à **peser dans la réflexion**, de manière à adapter le dialogue civilo-militaire, les concepts d'emploi et les modes d'action, le cadre juridique ainsi que les capacités. Il s'agit également de **réaliser les effectifs** (77.000 en 2016), de **rénover les réserves** (24.000 en 2019), et de **disposer d'un pôle d'expertise territoire national**.

Enfin, dans une dernière partie, le Général de Raucourt a décrit **le pilier territoire national du nouveau modèle «Au contact»**. Au travers de ce pilier, l'armée de Terre se construit une expertise de l'engagement sur le territoire national, à la charnière du civilo-militaire.

Le Commandement Territoire National disposera alors d'une structure (C2TN) articulée en deux divisions agissant en soutien des organismes de l'armée de Terre impactés par la problématique Territoire National d'une part, et en renfort au profit de la chaîne OTIAD. L'ambition est de produire de l'information Territoire National, de l'anticipation, du conseil, de la formation Territoire National et de l'assistance opérationnelle.

➤ **En conclusion**, les propos du Général de Raucourt peuvent à eux seuls résumer les débats de l'après-midi. **Le paradigme stratégique a changé, faisant passer l'armée de Terre d'un contexte de «surprise stratégique» (Amiral Guillaud), à un contexte d'«inversion stratégique» (Patricia Adam). L'armée doit donc s'adapter et passer d'une armée de projection à une armée duale, apte à faire face à une menace s'exprimant à la fois en dehors et sur le territoire national.**